



ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS
Conseil interaméricain pour le développement intégré
(CIDI)



XIIIe CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINNE DES
MINISTRES DU TRAVAIL
24-26 septembre 2003
Salvador, Bahia, Brésil

OEA/Ser.K/XII.13.1
TRABAJO/doc.6/03
25 septembre 2003
Original: anglais

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL 2
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DES MINISTÈRES DU TRAVAIL

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL 2

RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DES MINISTÈRES DU TRAVAIL

I. INTRODUCTION

Le Plan d'action d'Ottawa de la XIIe Conférence interaméricaine des Ministres du travail (CIMT) a confié au Groupe de travail 2 (GT2) un mandat tripartite. En premier lieu, le GT2 a eu pour tâche de créer de nouveaux mécanismes pour accroître l'efficacité des projets et de l'assistance technique afin de renforcer la capacité des petites économies et de leurs institutions du travail. En deuxième lieu, le Groupe devait prêter une attention particulière aux pratiques optimales pour promouvoir des lois et des politiques du travail clés, et notamment élaborer un rapport sur la façon dont ces pratiques pourraient être encouragées dans le Continent américain. Enfin, le Groupe de travail devait promouvoir la *Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, en mettant l'accent sur la prise de conscience des citoyens et en suscitant des initiatives à l'appui de la Déclaration de la part des employeurs. De plus, il devait relever les défis qui se poseraient pour les États membres au moment où ils encourageraient les parties à respecter la Déclaration et trouver les moyens de relever ces défis en faisant appel à l'assistance technique. À ces fins, le Groupe devait tenir dûment compte de la *Convention no 182 de l'OIT sur l'élimination des pires formes de travail des enfants*.

Le Groupe de travail s'est réuni à deux occasions, la première à Saint-Domingue en République Dominicaine les 8 et 9 avril 2002 et la seconde à Montevideo en Uruguay les 3 et 4 avril 2003. Des particuliers, des organisations internationales et des représentants d'entreprises, de syndicats et du secteur public ont fait des exposés devant le GT2 et lui ont remis leurs travaux. En outre, le Groupe a confié l'élaboration de rapports et d'études à l'Organisation internationale du travail et à l'Organisation des États Américains. Le Groupe de travail 2 souhaite remercier tous ceux qui ont apporté de précieuses contributions à ce thème.

Le présent rapport contient un bref résumé des activités entreprises dans chacun des trois volets du mandat du Groupe de travail, ainsi que des thèmes clés et des conclusions par domaine. Le rapport se termine par une liste de propositions relatives aux secteurs dans lesquels les travaux doivent être poussés plus avant. Les activités et les études présentées au Groupe de travail peuvent être consultées sur le site Internet de la XIIe CIMT: www.xii-iacml.org

II. NOUVEAUX MÉCANISMES VISANT À ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

a) *Résumé des activités*

Le GT2 a pris des mesures concrètes pour mettre en place des nouveaux mécanismes capables d'accroître l'efficacité de l'assistance technique et des projets destinés à renforcer la capacité des ministères du travail. Le Groupe a confié l'élaboration de certaines études et analyses et en a passé d'autres en revue, notamment une analyse des besoins de renforcement de la capacité, un recensement des ressources d'assistance technique actuellement disponibles et un rapport préliminaire sur les pratiques optimales concernant la programmation de l'assistance technique, en particulier la viabilité des résultats. Ces activités lui ont procuré des informations essentielles qui permettront d'affecter les ressources disponibles de manière à répondre aux besoins existants, d'enrichir les connaissances, de tirer parti de l'expérience acquise et d'établir les bases d'une collaboration et d'une coopération entre des états et des institutions internationales clés.

Le GT2 a reçu des rapports et entendu des exposés sur des projets d'assistance technique visant à:

- renforcer la capacité de l'administration du travail (MATAC-OIT)
- renforcer le dialogue social (OIT-PROMALCO)
- divulguer les pratiques efficaces et les connaissances nécessaires à la prévention des blessures et des maladies (Organisation panaméricaine de la santé (OPS) – initiative en faveur de lieux de travail sûrs et salubres)

Au cours des réunions du Groupe de travail, les gouvernements, les organisations internationales et les représentants des organismes patronaux et syndicaux ont échangé des informations sur des initiatives concernant l'assistance technique et les conditions qui favoriseraient ces initiatives en vue d'obtenir des résultats viables.

Enfin, l'OIT et l'Unité du développement social et de l'éducation (UDSE) de l'OEA ont entrepris des activités de soutien, en particulier en rapport avec le programme de travail du Groupe de travail, y compris des diagnostics par pays des besoins de renforcement des capacités et l'organisation et la tenue d'ateliers dans le cadre de la coopération horizontale.

Parmi ces activités figurent notamment les suivantes:

- Le projet XIIe CIMIT-OIT sur les principes et droits au travail et l'Unité du développement social et de l'éducation (UDSE-OEA) ont conduit des études sur les besoins d'assistance des petites économies. L'un s'est principalement efforcé de concevoir des moyens plus efficaces pour appliquer les règlements du travail et l'autre (UDSE-OEA) a travaillé à des politiques actives relatives aux marchés du travail et à la modernisation de l'état et de l'administration du travail. Actuellement, l'OEA recueille des informations sur les programmes les plus efficaces pour améliorer l'administration du travail, la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'égalité hommes-femmes dans le milieu du travail et l'homologation des compétences.
- Cinq pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes (Pérou, Trinité-et-Tobago, Nicaragua, Paraguay et Équateur) ont entrepris, avec l'assistance du projet OIT, des diagnostics complets des besoins en matière d'administration du travail.
- Le projet OIT effectue, au nom du Groupe de travail, une analyse préliminaire des pratiques les plus efficaces dans les domaines de l'assistance technique, en mettant l'accent sur les conditions qui peuvent favoriser l'obtention de résultats viables. Le projet a aussi effectué un recensement complet des projets actuels d'assistance, multilatéraux et bilatéraux, se rapportant au travail, ainsi que des agences donatrices actives dans le Continent.
- Les futures activités du projet OIT comprennent des diagnostics complets des besoins en matière d'administration du travail, une série de propositions d'assistance technique et une évaluation complète des résultats du projet.
- La commission patronale de consultation technique sur les questions de travail et le Conseil syndical de consultation technique (CEATAL et COSATE) ont fourni d'importantes analyses des besoins en ce qui concerne le renforcement des capacités des ministères du travail.
- Le groupe de travail a reçu et pris en compte de précieux exposés et études assortis de propositions concrètes visant à améliorer la collaboration et la coopération dans le domaine du renforcement des capacités, y compris la *Modernisation de l'administration du travail: étude théorique d'un institut des Amériques pour l'administration du travail*

(présidence *pro tempore*) ; *Système interaméricain de coopération dans le domaine du travail* (Mexique).

- L'Uruguay, en sa qualité de Secrétariat *pro tempore* du projet SISMELE, a créé le site Internet du projet en février 2003. Le projet SISMELE vise à améliorer la capacité des pays de produire, d'analyser, de gérer et de diffuser l'information sur les marchés du travail, en mettant l'accent sur la comparabilité et la fiabilité des indicateurs.

b) ***Thèmes clés et conclusions***

Les ministères du travail jouent un rôle de plus en plus important et complexe dans une économie mondialisée en voie d'intégration. Leurs mandats comprennent généralement les éléments clés identifiés par l'OIT dans son programme Travail décent: application de normes et de principes et droits au travail; création de nouvelles possibilités permettant aux femmes et aux hommes d'avoir des emplois et revenus décents; améliorer la couverture et la qualité de la protection sociale universelle et renforcer le dialogue social entre les entreprises, les représentants syndicaux et les gouvernements. Pour exécuter ces mandats dans une économie internationale compétitive, il faut que les ministères du travail non seulement créent et promeuvent des lois et des politiques pour protéger les travailleurs, mais aussi prennent des mesures pour garantir que les ressources humaines soient mobilisées avec efficacité sur le lieu de travail et sur le marché du travail. Pour bien fonctionner, le marché du travail, à l'instar des marchés financiers et boursiers, doit être régi par des lois et des règlements modernes, transparents et gérés de façon efficace et disposer de centres d'échange d'informations. Par ailleurs, les ministères du travail doivent être en mesure de participer activement aux programmes concernant les politiques économiques gouvernementales, y compris créer des processus de dialogue avec les ministères du commerce, de l'économie et de l'industrie.

À cet effet, il faudra disposer de systèmes pour la détermination des politiques ainsi que d'administrations et de tribunaux modernes et spécialisés en matière de travail. Les ministères du travail ont besoin de l'appui de systèmes d'information fiables qui leur permettent de participer à l'élaboration des politiques économiques, de promouvoir des marchés du travail efficaces et d'allouer judicieusement les ressources pour l'application des lois et des règlements y afférents. Ils devront créer des systèmes de gestion pour garantir la responsabilisation et aussi assurer des améliorations permanentes. Ils seront accessibles au public et capables de diffuser l'information sur les pratiques efficaces et de promouvoir le dialogue social.

Dans nombre de pays, la capacité des ministères du travail d'atteindre ces objectifs est compromise de diverses manières. En particulier, le délai de rotation du personnel y est souvent trop court, la formation professionnelle est rare – de même que la coordination au sein des gouvernements et des ministères – et la capacité de promouvoir le dialogue social entre les représentants du patronat et des syndicats est limitée. De nombreux ministères du travail, spécialement dans les petites économies, tireraient parti d'un renforcement notamment de leurs systèmes d'affectation du personnel, de gestion, d'information, de dialogue social, de règlement des différends par des moyens optionnels et d'inspection, autant d'éléments qui revêtent une importance cruciale pour leur bon fonctionnement.

L'assistance technique et la coopération horizontale jouent un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de renforcer la capacité des ministères du travail. Les organisations internationales clés telles que l'OIT ont considérablement contribué à la diffusion des connaissances et des bonnes pratiques. Il est nécessaire de poursuivre l'application de ces initiatives et d'améliorer la collaboration et la coordination afin de les rendre plus efficaces et durables. En particulier, la CIMT devra explorer la possibilité de créer de nouveaux réseaux et mécanismes institutionnels qui facilitent la

coopération horizontale, permettent une utilisation commune des ressources et aident les ministères du travail à élaborer des stratégies intégrées pour renforcer leur capacité, en faisant appel aux ressources de l'assistance technique déjà disponibles et aux pratiques efficaces conçues par d'autres États membres. L'étude présentée par la Présidence *pro tempore* intitulée «*Modernisation de l'administration du travail: étude théorique d'un institut des Amériques pour l'administration du travail*» établit une base solide pour de futures activités. Par ailleurs, nous rendons hommage à la précieuse contribution du Mexique qui est l'auteur du document intitulé «*Système interaméricain de coopération dans le domaine du travail*».

Lors de la mise en place de nouveaux mécanismes visant à accroître l'efficacité de l'assistance technique, il sera nécessaire de suivre de près et d'évaluer les conditions qui pourraient favoriser des résultats durables. Une analyse préliminaire des résultats obtenus indique que, pour qu'un programme parvienne à renforcer la capacité d'un ministère, il est nécessaire qu'il existe une volonté politique à tous les échelons du gouvernement, en plus de la participation à toutes les étapes des interlocuteurs sociaux intéressés. Les ministères et leurs services doivent veiller à être eux-mêmes les auteurs des projets aux niveaux de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation. En outre, les systèmes d'affectation du personnel spécialisé devront disposer de moyens financiers suffisants.

III. PROMOTION DES PRATIQUES EFFICACES

a) Résumé des activités

Les réunions du Groupe de travail font fonction de centre d'échange d'informations sur les pratiques optimales de la part des ministères du travail dans l'exécution de leurs mandats et de la part des organisations internationales dans l'octroi d'assistance. L'UDSE-OEA a elle aussi mis au point des initiatives en matière de coopération horizontale afin d'appuyer directement ce point du programme du Groupe de travail. Outre les activités indiquées à la partie II du présent document, il convient de mentionner les suivantes :

- L'Agence interaméricaine pour la coopération et le développement (AICD) a dressé un inventaire des pratiques optimales dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène industrielle, inventaire qui pourrait être mis à la disposition des États membres dans le cadre de la coopération horizontale.
- L'UDSE-OEA entend poursuivre ses activités afin d'établir un portefeuille permanent concernant l'administration et la politique du travail. Elle a également créé un forum virtuel accessible aux membres de la CIMENT, qui servira pour l'échange d'informations sur les pratiques optimales.
- L'UDSE-OEA a préparé une série de trois ateliers d'assistance technique qui sont offerts actuellement, à savoir: 1) un atelier sur le renforcement de la capacité de formation institutionnelle à l'intention de chefs d'entreprise et de PME, qui s'inspire des programmes brésiliens SENAI et SEBRAE ; 2) un atelier virtuel au moyen du Portail de l'éducation des Amériques; 3) un atelier au Mexique. Les ateliers virtuels comme l'atelier tenu sur place au Mexique tirent leur origine du programme mexicain d'homologation des compétences CONOCER. La formation des formateurs devrait commencer en automne 2003. Les deux ateliers CONOCER sont fondés sur les conférences tenues en 2002 au Mexique et au Panama sur l'homologation des compétences. En outre, tous les ateliers répondent aux besoins définis par l'Unité dans les études qu'elle a effectuées et ont pour point de départ les domaines prioritaires indiqués à la XIIe CIMENT. Ces ateliers se sont en partie matérialisés grâce au financement

du programme de bourses de l'OEA et à l'aide généreuse des États membres disposés à mettre en commun leurs programmes les plus efficaces.

Au cours des réunions du Groupe de travail, les parties ont échangé des informations sur les progrès accomplis dans un certain nombre de domaines :

- La République Dominicaine et le Chili ont fait des exposés sur le respect et la promotion de l'application de la *Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*.
- Le Mexique a donné un aperçu général de ses réformes intégrées dans le domaine du travail, processus au cours duquel le dialogue social a joué un rôle clé.
- Le Chili a fait un exposé sur le thème de l'inspection du travail et les systèmes d'application des normes relatives au travail, en mettant l'accent sur le rôle de l'administration du travail dans la réglementation du travail.
- La Barbade a exposé son heureuse initiative destinée à approfondir le dialogue social sur les politiques économiques.
- Les résultats positifs du projet MATAO-OIT en République Dominicaine soulignent la nécessité de bénéficier de l'appui des interlocuteurs sociaux, des dirigeants politiques et des organisations internationales.
- Le projet OIT-PROMALCO est un exemple qui témoigne de l'application pratique de la Déclaration de l'OIT dans le cadre de la coopération entre employés et employeurs.
- La Commission interaméricaine des femmes (CIM-OEA) a fait un exposé sur les pratiques et stratégies optimales visant à intégrer la question de l'égalité hommes-femmes dans l'élaboration des politiques et des activités des ministères du travail.
- L'OPS a présenté son plan régional en faveur de la santé des travailleurs moyennant un programme à quatre niveaux.
- L'OIT a présenté une série de cas de pratiques optimales et d'enseignements tirés de la diffusion des principes et droits fondamentaux au travail, ainsi que des programmes existants destinés à éliminer le travail des enfants, en mettant l'accent sur les pires formes que revêt ce fléau (voir la partie IV du présent document).

b) *Thèmes clés et conclusions*

Le Groupe de travail fait observer que la mise en commun des pratiques les plus efficaces au cours des réunions a permis dans une large mesure aux ministères du travail d'obtenir les moyens de renforcer leurs politiques et leur capacité administrative. Il souhaite également encourager l'UDSE-OEA à pousser encore plus avant ses initiatives afin de faciliter la coopération horizontale et d'établir un portefeuille de pratiques optimales. Celles-ci contribueront de façon appréciable aux travaux de la conférence sous forme de promotion du renforcement de la capacité des ministères du travail dans tout le Continent.

IV. *PROMOTION DE LA DÉCLARATION DE L'OIT RELATIVE AUX PRINCIPES ET DROITS FONDAMENTAUX AU TRAVAIL*

a) *Résumé des activités*

Les réunions du Groupe de travail ont fait fonction de centre de coordination pour la diffusion de l'information sur les programmes d'assistance technique et les initiatives du secteur privé en vue d'encourager le public à prendre davantage conscience de la Déclaration de l'OIT, en particulier de la nécessité d'éliminer le travail des enfants, et de mieux la respecter. Les

réunions ont aussi tenu lieu de forum pour le dialogue social, comprenant notamment des exposés des secteurs des entreprises et des syndicats sur les problèmes à résoudre pour que soit garanti le respect de la Déclaration des principes et droits au travail. Il convient de mentionner les activités suivantes:

- L'OIT a fait des exposés sur des initiatives destinées à sensibiliser davantage les pays du Continent à la Déclaration, sur les instruments dont dispose l'OIT à cet effet et sur les stratégies et les enseignements tirés de l'expérience.
- Le COSATE et la CEATAL ont exposé de façon détaillée les défis auxquels doivent faire face les gouvernements pour assurer que la Déclaration de l'OIT sera respectée dans les Amériques, en soulignant la nécessité de poursuivre le dialogue entre les interlocuteurs sociaux et en encourageant le suivi de l'application des principes de la Déclaration de la part des employeurs.
- Des organisations patronales, syndicales et non gouvernementales ont aussi fait des exposés devant le Groupe de travail sur les points forts et les points faibles des initiatives du secteur privé destinées à promouvoir le respect de la Déclaration des principes et droits au travail – ainsi que des enseignements tirés de l'expérience dans ce domaine.
- L'OIT-IPEC a tenu un atelier à l'intention des membres du Groupe de travail sur des programmes assortis d'échéances pour l'élimination du travail des enfants.
- Le Mexique, le Chili et la République Dominicaine ont présenté des rapports sur de nouvelles initiatives destinées à éliminer le travail des enfants dans leurs juridictions. L'action spécifique du Mexique est axée sur l'aspect pluridimensionnel de sa campagne nationale permanente; le Chili a parlé des facteurs économiques et sociaux qui sont sous-jacents au travail des enfants et a souligné l'importance que revêtent les politiques de prévention; la République Dominicaine a indiqué que les initiatives gouvernementales en faveur de l'élimination du travail des enfants remontent à 1997 et qu'à présent deux commissions sont chargées de l'élaboration de politiques relatives à l'élimination du travail des enfants.

b) *Thèmes clés et conclusions*

i) *Promotion de la Déclaration de l'OIT*

La Déclaration constitue un accord mondial clé sur les principes et droits fondamentaux applicables à tous les niveaux de développement. Actuellement, la promotion de la Déclaration s'opère au moyen d'un mécanisme de notification mondial du service compétent, dans le cadre des activités de programmation de l'assistance technique de l'OIT et de campagnes nationales de publicité entreprises avec l'assistance technique et les ressources promotionnelles de l'OIT. Les initiatives du secteur privé telles que les codes de conduite des employeurs et des branches d'activités sont de plus en plus fondées sur la Déclaration des principes et droits au travail. Ces mesures ont permis d'accroître le degré de sensibilisation à la Déclaration dans un délai relativement court.

Compte tenu de l'expérience acquise jusqu'à présent, le GT2 prévoit la possibilité de mener des activités dans les domaines suivants:

- Les gouvernements nationaux pourraient établir, avec l'assistance de l'OIT, des plans d'action nationaux pour la promotion de la Déclaration, y compris, le cas échéant, encourager l'incorporation de la Déclaration des principes et droits aux initiatives du

secteur privé. Les stratégies nationales pourraient comprendre des programmes éducatifs destinés aux enfants d'âge scolaire, étant donné que ceux-ci sont les futurs travailleurs qui doivent bénéficier de l'application de la Déclaration.

- Dans le processus de promotion de la Déclaration, le renforcement du dialogue social est un aspect important puisqu'il suscite le respect de la Déclaration; de plus, les initiatives tripartites servent à promouvoir des initiatives sur le lieu de travail.
- L'établissement d'indicateurs dans chaque pays sur les droits fondamentaux – en tant qu'élément des indicateurs du travail décent – a les objectifs suivants: fournir des points de référence pour évaluer les progrès accomplis, déterminer les pratiques optimales et identifier des ressources.
- L'objectif qui est de garantir le respect de la Déclaration des principes et droits fondamentaux – à l'instar des autres aspects du programme Travail décent – devra être incorporé aux critères d'élaboration des politiques sociales et économiques nationales. Cela suppose souvent, comme on l'a déjà vu, le renforcement de la capacité des ministères du travail de participer à la détermination des normes au niveau national.
- La CIMT devra poursuivre ses travaux avec l'OIT pour garantir qu'elle recevra et pourra prendre en compte l'information disponible sur les enseignements tirés de l'application des stratégies destinées à promouvoir la Déclaration.

ii) *Élimination des pires formes de travail des enfants*

Depuis son adoption, c'est-à-dire 2000, la *Convention no 182 de l'OIT sur l'élimination des pires formes de travail des enfants* a été ratifiée par vingt-six états des Amériques. La plupart des états latino-américains ont commencé à incorporer des données sur le travail des enfants dans leurs statistiques du travail. Dix-sept états des Amériques ont constitué des commissions nationales multipartites pour l'élimination et la prévention du travail des enfants. Quatorze d'entre eux ont établi à cet effet des plans d'action nationaux. De nombreuses organisations du travail ont créé des cellules ou des services spéciaux consacrés au travail des enfants; parallèlement, plus de 500 organisations non gouvernementales organisées en réseau ont mobilisé leurs efforts contre le travail des enfants. Dans le cadre de son programme IPEC, l'OIT a exécuté 70 projets pour éliminer le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes, lesquels ont touché 200 000 enfants et jeunes et 50 000 familles. Étant donné la brièveté de la durée du programme, les progrès ont été surprenants.

Compte tenu des résultats obtenus, le Groupe de travail est d'avis que des progrès peuvent être réalisés dans les domaines suivants:

- L'élimination du travail des enfants exige la coordination des efforts entre ministères, y compris les ministères de l'éducation. Il est évident que le succès de cette coordination dépendra de la capacité des ministères du travail de diriger les initiatives concernant le travail des enfants.
- L'élimination du travail des enfants dépend aussi de l'efficacité des systèmes habituels d'application de la législation en matière de travail. Dans ce cas aussi, le renforcement de la capacité représente une précieuse contribution.
- Il faudra motiver les gouvernements nationaux pour qu'ils élaborent, le cas échéant et avec l'assistance de l'OIT, des programmes assortis d'échéances précises pour l'élimination des pires formes de travail des enfants.
- L'efficacité des programmes destinés à bannir le travail des enfants peut être considérablement accrue par le dialogue social, les activités tripartites et la coordination entre les autres interlocuteurs sociaux intéressés.

- Il importe de systématiser, mettre en commun et évaluer les expériences des divers pays des Amériques quant aux initiatives visant à éliminer le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes. La CIMT devra continuer de collaborer étroitement avec l'OIT pour garantir que ce qui précède se matérialise.

V. DOMAINES D'ACTION FUTURE

Compte tenu de ce qui a été mentionné, le Groupe de travail recommande respectueusement que les Ministres du travail:

- A. fondent leurs travaux sur les activités menées par ce Groupe de travail en vue de mettre en place de nouveaux mécanismes qui accroissent l'efficacité de l'assistance technique destinée à renforcer la capacité:
 1. en explorant la possibilité de créer des réseaux de soutien consacrés au renforcement de la capacité des ministères du travail et, en particulier
 - en demandant l'établissement d'une étude de la viabilité de la mise en place de nouveaux moyens institutionnels permettant d'organiser la coordination et la collaboration pour renforcer la capacité des ministères du travail – sur la base d'une proposition qui sera présentée à la Présidence *pro tempore* sur la création éventuelle d'un Institut pour l'administration du travail des Amériques. Cette étude et ses recommandations seraient soumises à l'examen décisif de la XIIIe CIMT ;
 - en demandant à l'OEA d'établir, à partir de ces initiatives, des portefeuilles des pratiques les plus efficaces et de les divulguer dans le cadre de la coopération horizontale ;
 2. en garantissant le maintien de l'inventaire des ressources de l'assistance technique et des projets de coopération dressé par l'OIT à l'appui de la XIIe CIMT et son accessibilité par les membres de la Conférence d'une manière permanente;
 3. en assurant le suivi des études et des rapports remis à ce Groupe de travail et en examinant les conditions permettant de parvenir à une capacité durable.
- B. échangent des informations sur les pratiques les plus efficaces concernant la création, la mise en place et l'application de normes, dans le cadre des réunions des groupes de travail ou d'initiatives parallèles appuyées par des organisations internationales;
- C. continuent de promouvoir le respect des principes et droits du travail reconnus dans la Déclaration de l'OIT afin de:
 - garantir que les membres de la CIMT se tiennent informés des pratiques optimales et des ressources disponibles pour sensibiliser le public à la Déclaration ;

- mettre en commun et évaluer les expériences de divers pays des Amériques quant aux initiatives destinées à éliminer le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes; et
- établir dans chaque pays des indicateurs sur les droits fondamentaux – en tant qu'élément des indicateurs du travail décent – aux fins suivantes: disposer de points de référence pour évaluer les progrès accomplis, déterminer les pratiques optimales et identifier de façon efficace des ressources.